

Licenciement versus liberté d'expression



© 2026 Les Echos Publishing

Pour les juges, le licenciement d'un salarié intervenu en raison de propos « sarcastiques », « familiers » et « relâchés » porte atteinte à sa liberté d'expression et doit être considéré comme nul.

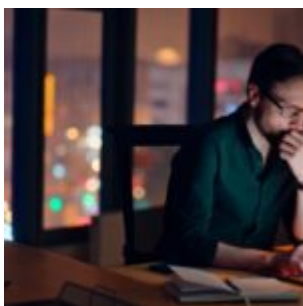
Licenciement économique : quand une association fait partie d'un groupe



© 2026 Les Echos Publishing

L'association qui procède à des licenciements économiques et qui fait partie d'un groupe doit effectuer la recherche de postes de reclassement au sein de ce groupe.

Distribution tardive de la réponse de l'entreprise lors d'un contrôle fiscal



© 2026 Les Echos Publishing

La distribution tardive par la Poste à l'administration fiscale des observations d'une entreprise, envoyées par courrier recommandé dans le délai imparti après une vérification de comptabilité, peut entraîner l'annulation du redressement.

Achat d'un véhicule pour un usage mixte : la garantie de conformité peut s'appliquer



© 2026 Les Echos Publishing

Une infirmière libérale qui achète un véhicule auprès d'un vendeur professionnel tant pour les besoins de son activité que pour un usage personnel peut être considérée comme un consommateur et bénéficiaire à ce titre de la garantie légale de conformité.

Vente du local commercial à une SCI familiale : le locataire a-t-il un droit de préférence ?



© 2026 Les Echos Publishing

Bien que la vente du local commercial loué soit envisagée au profit d'une société immobilière familiale constituée par le bailleur et ses enfants, le locataire bénéficie du droit de préférence pour l'acquies en priorité.

Comptes courants d'associés : un actif toujours considéré comme disponible ?



© 2026 Les Echos Publishing

Les sommes placées sur un compte courant d'associé sont prises en compte dans l'actif disponible d'une société, sauf si elles ont été consenties artificiellement en vue de dissimuler l'état de cessation des paiements de celle-ci.

PSE : comment décompter l'effectif de l'entreprise ?



© 2026 Les Echos Publishing

Pour déterminer s'ils sont tenus de mettre en place un plan de

sauvegarde de l'emploi, obligatoire à partir de 50 salariés, les employeurs doivent, sous certaines conditions, prendre en compte les salariés mis à leur disposition par une entreprise extérieure.

Quelle durée pour un pacte d'associés conclu sans terme exprès ?



© 2026 Les Echos Publishing

Lorsqu'il ne prévoit pas de terme exprès, un pacte d'associés est censé être conclu pour la durée restant à courir de la société. Il en résulte que les associés signataires d'un tel pacte ne peuvent pas y mettre fin unilatéralement.

Maintien de salaire en cas d'arrêt de travail : comment

calculer l'ancienneté ?



© 2026 Les Echos Publishing

Le calcul de l'ancienneté d'un salarié en arrêt de travail, permettant de déterminer ses droits aux indemnités complémentaires versées par l'employeur, doit tenir compte de ses arrêts de travail antérieurs.

Sous-location illicite : la Cour de cassation condamne Airbnb



© 2026 Les Echos Publishing

Dans une décision de justice récente, la Cour de cassation a estimé que la responsabilité d'Airbnb peut être engagée lorsque des locataires utilisent la plate-forme pour réaliser de la sous-location illicite.